

TABLE DES MATIERES

	Folio
Mots-clés	V
Table des matières	VII
Table chronologique	XIII
I. DROIT INTERNATIONAL	
Convention internationale (O.I.T.) n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 et approuvée par la loi du 13 juillet 1951	3
Convention internationale (O.I.T.) n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève le 1er juillet 1949 et approuvée par la loi du 20 novembre 1953	5
Charte sociale européenne révisée et Annexe , faites à Strasbourg le 3 mai 1996 et ratifiées par la loi du 15 mars 2002 (<i>Extrait: Partie II Droit de négociation collective, art. 6 et Partie V Restrictions, art. G</i>)	7
Charte du 12 décembre 2007 des droits fondamentaux de l'Union européenne	9
II. RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL	
Conflits collectifs de travail	
Loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix	15
Conseil d'entreprise	
Loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (<i>Extrait: Section 4 Des conseils d'entreprise, art. 14-28 et Section 5 Dispositions pénales, art. 29-36</i>)	17
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 9 du 9 mars 1972 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, conclus au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par A.R. 12 septembre 1972	27
Arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises	37
Loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel (<i>A l'exception des articles 22 et 23</i>)	43
Loi du 8 novembre 2007 déterminant le seuil applicable pour l'institution des conseils d'entreprise ou le renouvellement de leurs membres à l'occasion des élections sociales de l'année 2008	47
Loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales	49
Conseil national du travail	
Loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national du travail	71
Conventions collectives de travail et commissions paritaires	
Loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires	73
Arrêté royal du 6 novembre 1969 déterminant les modalités générales de fonctionnement des commissions et des sous-commissions paritaires	81
Arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail	83
Loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (<i>Extrait: art. 1-22</i>)	85

	Folio
Arrêté royal du 27 octobre 2009 concernant la sélection des titulaires de la fonction de conseiller conciliateur social	93
Loi du 17 décembre 2024 transposant partiellement la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne	95
Délégation syndicale	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 5 du 24 mai 1971 concernant le statut des délégations syndicales du personnel des entreprises	97
Fonds de sécurité d'existence	
Loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence	103
Liberté d'association	
Loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association	107
Règlement de travail	
Loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail	109
III. RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL	
Chômage avec complément d'entreprise	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par A.R. 16 janvier 1975	119
Arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise	127
Congé-éducation	
Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (<i>Extrait: Chapitre IV, Section 6 Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs, art. 108-144</i>)	141
Contrats de travail	
Loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré	155
Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	159
Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (<i>Extrait: Dispositions du fin du contrat telles qu'applicables avant le 1er janvier 2014</i>)	197
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 12bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, rendue obligatoire par A.R. 23 mars 1979	205
Loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle	211
Loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (<i>Extrait: Titre XIII Nature des relations de travail, art. 328-343</i>)	213
Loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement (<i>Extrait: art. 67-73 et 110-113</i>)	219
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 109 du 12 février 2014 concernant la motivation du licenciement, rendue obligatoire par A.R. 9 mars 2014	221

	Folio
Loi du 13 mars 2024 sur la motivation des licenciements et des licenciements manifestement déraisonnables des travailleurs contractuels du secteur public	225
Egalité de traitement	
Arrêté royal du 8 février 1979 fixant les cas dans lesquels il peut être fait mention du sexe dans les conditions d'accès à un emploi ou à une activité professionnelle	227
Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie	229
Loi du 5 mars 2002 relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel	239
Loi du 5 juin 2002 sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée	241
Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination	243
Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes	255
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 95 du 10 octobre 2008 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail, rendue obligatoire par A.R. 11 janvier 2009	269
Emploi des langues	
Lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (<i>Extrait: art. 52 et 59</i>)	271
Décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements	273
Décret de la Communauté française du 30 juin 1982 relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel, ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements	275
Jours ouvrables	
Loi du 26 décembre 2022 visant à neutraliser l'article 1.7 du livre 1er du Code civil en ce qui concerne le droit du travail et la sécurité sociale et l'assistance sociale	277
Licenciement collectif	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 24 du 2 octobre 1975 concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs, rendue obligatoire par A.R. 21 janvier 1976	279
Arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs	281
Loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi (<i>Extrait: Chapitre VII Licenciements collectifs, art. 62 à 70</i>)	283
Recrutement, sélection et outplacement	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 38 du 6 décembre 1983 concernant le recrutement et la sélection de travailleurs, partiellement (art. 1er à 6 et 19) rendue obligatoire par A.R. 11 juillet 1984	285
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 51 du 10 février 1992 relative à l'outplacement, rendue obligatoire par A.R. 10 avril 1992	291
Loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs (<i>Extrait: art. 1er-18/4 et art. 39</i>)	293
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 82 du 10 juillet 2002 relative au reclassement professionnel pour les travailleurs de quarante-cinq ans et plus qui sont licenciés, rendue obligatoire par A.R. 20 septembre 2002	301

	Folio
Rémunération	
Loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs	307
Télétravail	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail, rendue obligatoire par A.R. 13 juin 2006	327
Loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable (<i>Extrait: art. 22-27</i>)	331
Temps de travail et de repos	
A. Généralités	
Arrêté royal du 10 février 1965 désignant les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance, dans les secteurs privés de l'économie nationale, pour l'application de la loi sur la durée du travail	333
Loi du 16 mars 1971 sur le travail	335
Arrêté royal du 17 octobre 1994 relatif à la conversion du congé de maternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère	355
Loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie (<i>Extrait: Chapitre II Réduction générale du temps de travail à 38 heures par semaine, art. 2-4</i>)	357
B. Crédit-temps et interruption de carrière	
Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (<i>Extrait: Chapitre IV, Section 5 Interruption de la carrière professionnelle, art. 99-107bis</i>)	359
Arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle	367
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, rendue obligatoire par A.R. 25 août 2012	371
C. Jours fériés	
Loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés	389
Arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés	393
D. Vacances annuelles	
Arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés	397
Lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés	413
Transfert d'entreprise	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite, rendue obligatoire par A.R. 25 juillet 1985	421
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 102 du 5 octobre 2011 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert d'entreprise sous autorité judiciaire, rendue obligatoire par A.R. 14 avril 2013	427

	Folio
Travail à temps partiel	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par A.R. 21 septembre 1981	433
Loi-programme du 22 décembre 1989 (<i>Extrait: Titre II, Chapitre IV Dispositions concernant le travail à temps partiel, art. 152-178</i>)	435
Travail temporaire et intérimaire	
Loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs	439
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 108 du 16 juillet 2013 relative au travail temporaire et intérimaire, rendue obligatoire par A.R. 26 janvier 2014	451
Travailleurs étrangers	
Loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers	461
Loi du 5 mars 2002 concernant les conditions de travail, de rémunération et d'emploi en cas de détachement de travailleurs en Belgique et le respect de celles-ci	467
Arrêté royal du 7 octobre 2009 portant des dispositions particulières relatives à l'occupation de certaines catégories de travailleurs étrangers	475
Arrêté royal du 3 août 2012 relatif aux modalités d'introduction des demandes et de délivrances des autorisations d'occupation provisoires octroyées dans le cadre de la demande d'obtention par le travailleur étranger d'une "carte bleue européenne"	479
Loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour	483
Arrêté royal du 2 septembre 2018 portant exécution de la loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour	485
Arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2024 relatif à l'admission au travail de travailleurs étrangers	489
Vie privée	
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 68 du 16 juin 1998 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard de la surveillance par caméras sur le lieu du travail, rendue obligatoire par A.R. 20 septembre 1998	507
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 81 du 26 avril 2002 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau, rendue obligatoire par A.R. 12 juin 2002	511
Convention collective de travail (C.N.T.) n° 89 du 30 janvier 2007 concernant la prévention des vols et les contrôles de sortie des travailleurs quittant l'entreprise ou le lieu de travail, rendue obligatoire par A.R. 25 avril 2007	515
Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière (<i>Extrait: art. 94-120</i>)	519
Volontaires	
Loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires	523
IV. BIEN-ETRE AU TRAVAIL	
Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail	531
Loi du 20 décembre 2002 portant protection des conseillers en prévention	563

	Folio
Loi du 28 janvier 2003 relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail	567
Convention collective de travail n° 100 du 1er avril 2009 concernant la mise en œuvre d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise, rendue obligatoire par A.R. 28 juin 2009	569
Code du bien-être au travail du 28 avril 2017 (<i>Extrait: Livres I, II et X</i>)	575
V. SECURITE SOCIALE	
Accidents du travail	
Loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail	647
Assurance soins de santé et indemnités	
Loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (<i>Extrait: Titres I, II, III (partim: art. 14 à 16, 31bis à 35bis, 36 à 55 et 77 à 77octies), VI, VII (partim: art. 159 à 175), IX (partim: art. 191 (points 1° à 15°) et 192 à 206bis), X, XI et XII</i>)	677
Arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Extrait: Titre II, Chapitres II et III</i>)	773
Arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994	795
Chômage	
Arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage	807
Arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage	931
Intégration sociale	
Loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale	957
Arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale	969
Maladies professionnelles	
Lois du 3 juin 1970 relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci	981
Principes généraux de la sécurité sociale et assujettissement	
Arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	997
Loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	1025
Arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	1055
Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (<i>Extrait: art. 5 et 6, § 1er, VI et IX</i>)	1095
Loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (<i>Extrait: art. 1er-30/2 et 38</i>)	1099
Loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la Charte" de l'assuré social	1123
VI. DROIT PENAL SOCIAL	
Loi du 2 juin 2010 comportant des dispositions de droit pénal social	1131
Code pénal social du 6 juin 2010	1133